

L'accès à l'eau, défi mondial

Le 4^e Forum de l'eau se tient à Mexico du 16 au 22 mars. Un milliard d'êtres humains sont privés du premier facteur de développement. Le problème est moins la ressource que l'absence d'infrastructures d'approvisionnement

Une arrivée d'eau potable et des toilettes : ces installations, si familières aux yeux des habitants des pays riches, manquent encore dramatiquement au sud de la planète. En Amérique du Sud, en Afrique, en Asie, plus d'un milliard d'humains n'ont pas accès à une eau saine, et 2,6 milliards à un assainissement de base.

Les conséquences sont graves. L'eau insalubre est la première cause de mortalité sur la planète, devant la malnutrition. Chaque année, 8 millions de personnes meurent de maladies liées à la présence d'eaux stagnantes ou polluées, comme le choléra, la diarrhée ou la typhoïde. La moitié sont des enfants de moins de cinq ans.

Le 4^e Forum mondial de l'eau, qui doit rassembler plusieurs milliers de participants du 16 au 22 mars à Mexico, sera l'occasion de rappeler ces faits. « L'eau est le premier facteur de développement, affirme Loïc Fauchon, président du Conseil mondial de l'eau (CME). Si on ne règle pas cette question, on laisse galoper des maladies qui déciment la population, mais on entrave aussi l'accès à l'éducation et la participation au développement économique. »

Car lorsque l'eau manque, les femmes et les enfants, chargés de cette corvée, sont contraints à des kilomètres de marche chaque jour. L'autre solution est d'acheter l'eau potable à des intermédiairei-

res, porteurs ou propriétaires de camion-citernes. Mais elle est alors payée au prix fort, sans garantie de qualité.

Les Nations unies ont fixé un cap, dans le cadre des Objectifs de développement du millénaire (ODM), qui définissent les efforts à fournir pour lutter contre la pauvreté. Sur la question de l'eau, le but est de réduire de moitié, d'ici à 2015, la proportion de personnes n'ayant pas accès à l'eau et à l'assainissement. Accéder à l'eau potable, c'est disposer de 20 litres d'eau saine par personne, disponibles à moins d'un kilomètre.

« Les objectifs du millénaire correspondent au niveau où en était la France dans les années 1930, avec de l'eau au robinet dans les grandes villes et au puits dans les campagnes, résume M. Ténière-Buchot. Pour l'assainissement, ils correspondent à la France des années 1960. » L'assainissement de base correspond à une simple évacuation des eaux usées par les égouts, et non à leur traitement avant le rejet dans le milieu naturel. En France, il a été généralisé seulement à partir des années 1980.

Le défi est donc colossal : les pays en développement doivent réaliser en quelques années ce que les pays riches ont mis deux siècles à construire. Pour atteindre

les Objectifs du millénaire, 260 000 personnes supplémentaires devraient être raccordées chaque jour au réseau d'eau potable et 370 000 à l'assainissement. De plus, ces pays doivent faire face à une explosion démographique. Si un tiers de la population ciblée vit en milieu rural, les deux tiers habitent les bidonvilles de mégapoles en croissance exponentielle et anarchique. En 2030, les deux tiers de la

population mondiale vivront dans des villes, dont 2 milliards de personnes dans des bidonvilles. Cette population urbaine pauvre sera la principale victime du manque d'eau.

« Nous ne sommes pas bien placés pour remplir les Objectifs du millénaire, prévient M. Fauchon. En étant optimiste, on peut dire que nous faisons du surplace. Il faut son-

ner le tocsin. » Les disparités s'accroissent : si la Chine et l'Inde sont en bonne voie pour l'eau potable, grâce à leur croissance économique, la situation de l'Afrique s'aggrave. Sur l'assainissement, les progrès se font attendre partout.

Contrairement aux idées reçues, l'impuissance de la communauté internationale et des Etats concernés n'est pas liée au manque de ressources en eau. Ainsi, dans les pays d'Afrique équatoriale ou d'Améri-

que latine, où l'eau est abondante, entre la moitié et le quart de la population n'a pas accès à une eau saine. Au contraire, dans certains pays arides, le service est assuré à 100 %. Car les raisons de la crise sont avant tout politiques et financières. Si l'eau est disponible gratuitement dans le milieu naturel, l'acheminement vers les consommateurs et l'évacuer réclame une volonté politique et des moyens.

« Pour un Etat, il est plus simple de s'impliquer dans la distribution de l'énergie ou dans les grandes infrastructures, pour lesquelles la demande sociale est forte et qui peuvent être gérées de façon centralisée, explique Pierre Victoria, directeur des relations internationales chez Veolia-eau. L'eau est une ressource de proximité qui ne peut pas se transporter, et doit être pensée localement. » M. Fauchon résume l'enjeu d'une phrase : « L'eau potable vaut bien le téléphone portable. Il nous faut convaincre, poursuit-il, que l'eau doit passer avant l'implantation d'antennes-relais, la construction d'aéroports neufs ou de routes qu'on ne pourra pas entretenir. » Question de volonté politique donc, mais aussi de moyens financiers. Les investissements nécessaires sont lourds et peu rentables à court terme. Selon diverses estimations, les investissements nécessaires pour atteindre les Objectifs du millénaire sont évalués entre 7,5 et 25 milliards d'euros annuels.

Les pays
en développement
doivent réaliser
en quelques années
ce que les pays
riches ont mis deux
siècles à construire

L'aide au développement, qui s'élève aujourd'hui à quelque 4 milliards d'euros par an, et dont l'effet de levier sur les autres financements est important, devrait doubler pour atteindre l'objectif, selon le CME. Or la part de l'aide internationale affectée à l'eau stagne, tandis que d'autres postes, comme l'aide d'urgence, explosent.

Devant le manque d'investissements publics, les institutions monétaires internationales ont encouragé la privatisation des services d'eau. Une politique très contestée. « En prenant le contrôle de l'eau potable, ressource vitale qui se raréfie, elles [les compagnies privées] tiennent le monde entre leurs mains », écrivent Roger Lenglet et Jean-Luc Touly dans *L'Eau des multinationales* (Fayard, 2006). « La ressource reste un bien commun et public, répond Dominique Pin, directeur chargé du développement durable chez Suez-environnement. La puissance publique doit définir les objectifs, l'entreprise privée apporter son savoir-faire. »

Certains échecs cinglants, subis notamment par Suez en Amérique du Sud, où elle fut confrontée à la fois à la contestation des populations devant le prix du service et à des crises politiques et financières, modèrent les ambitions. « Les résultats atteints par le secteur privé n'ont souvent pas été à la hauteur des attentes », relève le rapport des Nations unies sur la mise en valeur des ressources en eau, publié le 9 mars. Le rapport estime malgré tout qu'il « ne faut pas faire une croix sur l'action du secteur privé ». Mais les grandes compagnies, qui desservent aujourd'hui 3 % de la population mondiale, sont « très prudentes », reconnaît M. Pin.

Un autre espoir se dessine aujourd'hui : voir les collectivités locales s'ap-

roprier la question de l'eau et remédier à la « crise de la gouvernance » diagnostiquée par les Nations unies. Car, si des financements sont alloués à l'eau, en outre faut-il qu'ils atteignent les bons destinataires.

« Cette ressource ne sera bien utilisée que si la gestion s'opère au plus près des utilisateurs », résume Jean-François Donzler, directeur de l'Office international de l'eau (OIE). « Le pouvoir central dans les pays pauvres n'est pas toujours vertueux, explique M. Ténier-Buchot. Plus on répartira la manne financière par petites sommes, plus la corruption deviendra difficile. » Enfin, l'intégration des populations locales est une condition indispensable de la réussite. « Elles doivent impérativement prendre part à la construction et à la gestion des infrastructures », affirme Christophe Le Jallé, coordinateur du programme Solidarité-eau, qui travaille en Afrique.

Un autre débat surgit alors, celui du prix de l'eau et du financement du service. Qui doit payer ? Les consommateurs, les contribuables, les deux ? « L'aide internationale a un rôle très important à jouer pour les infrastructures, mais le fonctionnement doit être financé nationalement et localement, quitte à mettre en place des mécanismes de péréquation entre les différentes catégories de population selon leurs revenus », analyse M. Le Jallé. Selon cette ONG, c'est le meilleur moyen d'impliquer la population afin d'assurer le fonctionnement des infrastructures après leur construction. Et d'empêcher, comme il arrive souvent, que des réseaux soient laissés à l'abandon après leur construction, faute de volonté, de compétences locales et de moyens. ■

GAËLLE DUPONT

Explosion démographique, pollution et agriculture intensive menacent la ressource

POLLUÉE, gaspillée, surexploitée : l'eau douce est traitée comme une ressource inépuisable. Elle est abondante, il est vrai. Mais, au moment où la communauté internationale se penche, à Mexico, sur la question de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les pays en voie de développement, les signes d'une crise de la ressource elle-même s'accroissent.

Toutes les régions du monde ne sont pas concernées : l'eau douce est très inégalement répartie sur terre. Le Canada, l'Amérique du Sud, l'Océanie, l'Europe du Nord, l'Afrique équatoriale sont copieusement arrosés. Au contraire un « triangle de la soif » relie Gibraltar, la Corne de l'Afrique et le Pakistan, selon l'expression de Loïc Fauchon, président du Conseil mondial de l'eau (CME).

C'est la relation entre le nombre d'habitants et les eaux s'écoulant dans les fleuves et les rivières, ou stockées dans les cavités souterraines, qui détermine le « stress hydrique » et les risques de pénurie.

Ainsi, 60 % des habitants de la planète vivent en Asie, qui ne détient que le tiers des réserves d'eau. Tandis que l'Amérique du Sud détient le quart des réserves mondiales d'eau et n'accueille que 6 % de la population.

Pour tous, une certitude : l'explosion démographique en cours renforce la pression sur les ressources en eau de la planète. Dans vingt ans, 8 milliards d'ha-

bitants devront se partager les mêmes réserves. En polluant les eaux douces, les activités humaines augmentent encore les risques de raréfaction. Selon le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), « la première étude mondiale sur le débit des cours d'eau montre la fragmentation accrue des bassins hydrographiques, conséquence des barrages et autres moyens de retenue des courants. Les cascades, les rapides, la végétation riveraine et les zones humides sont tous menacés par cet endiguement ».

Concurrence entre usagers

De plus, « les mesures sur la biodiversité et la pollution des eaux douces, telles que la demande biochimique en oxygène et la teneur en eau des nitrates » mettent en évidence « une détérioration continue de nombreux écosystèmes d'eau douce », selon le PNUE.

L'agriculture intensive est en cause, tout comme l'évacuation des eaux usées domestiques vers le milieu naturel sans aucun traitement. Selon le CME, le pourcentage d'eaux usées réellement traitées avant le retour au milieu naturel s'élève à moins de 10 % en Afrique, 14 % en Amérique latine et dans les Caraïbes, 25 % en Asie, 66 % en Europe et 90 % en Amérique du Nord.

Cette raréfaction de la ressource implique une augmentation des coûts d'exploitation et de traitement pour l'approvisionnement en eau potable. Elle entraîne

aussi une dépendance accrue vis-à-vis de l'eau souterraine, exploitée sans tenir compte de son rythme de renouvellement, extrêmement lent. Des techniques d'approvisionnement alternatives, comme la désalinisation des eaux salées, la réutilisation des eaux usées, la récupération des eaux de pluie, se développent.

Dans ce contexte, la concurrence entre les différents usagers – ménages, industriels, agriculteurs – et le débat sur une meilleure utilisation et une juste tarification de l'eau iront croissant. Pour l'heure, le gaspillage se poursuit. La moyenne des pertes enregistrées dans le monde à cause de fuites dans les réseaux de distribution s'élève à 50 %.

L'agriculture dépense également sans compter. Il faut environ 3 000 litres d'eau par personne pour produire une ration alimentaire quotidienne. 40 % de l'alimentation mondiale est produite par des systèmes d'agriculture irriguée. Or 20 % à 60 % de l'eau prélevée s'évaporent pendant l'opération.

Pourtant, l'irrigation doit encore se développer, car, selon les Nations unies, la population mondiale aura besoin de 55 % de nourriture en plus en 2030. Déjà 13 % de la population mondiale, soit 850 millions de personnes qui vivent essentiellement en milieu rural, ne mangent pas à leur faim. Or la maîtrise de l'eau pour les cultures constitue la meilleure réponse à cette situation. ■

GA. D.

A Mexico, inégalités, gaspillage et réseau en ruine

MEXICO a bien mérité d'accueillir le 4^e Forum mondial de l'eau. La mégalopole latino-américaine – 21 millions d'habitants, 300 000 nouveaux arrivants par an – donne l'exemple de ce qu'il ne faut surtout pas faire sur les différentes questions inscrites au programme : comment préserver l'environnement, éviter le gaspillage, recycler les eaux usées, mieux approvisionner les consommateurs ?

La mégalopole a beau être gouvernée par la gauche, peu de villes du monde industrialisé sont aussi inégalitaires dans l'accès à l'eau. Dans sa partie nord-ouest, qui concentre espaces verts et quartiers résidentiels, elle coule en abondance, elle est claire, la pression est forte. A 1,56 peso le mètre cube (environ 11 centimes d'euro), les riches peuvent arroser sans états d'âme leur gazon, remplir leur piscine et laver les trois ou quatre véhicules rangés dans leur garage. Le sud-est de l'agglomération, plus pauvre, est aussi techniquement désavantagé. La pression y est faible, les coupures fréquentes, et l'eau du robinet a souvent une couleur jaunâtre peu engageante. Les uns vivent sur le même pied que les citadins de Houston, Texas, les autres sur celui de Lagos, Nigeria.

En théorie, les pauvres paient le même prix que les riches. En réalité, ils sont obligés d'acheter l'eau potable par bidons de 20 litres – que les riches achètent aussi parce qu'ils n'ont pas confiance dans celle qui coule du robinet. Le Mexique est l'un des plus gros consommateurs au monde d'eau en bouteilles, après les Etats-Unis et l'Italie. Luis Hernandez Chavez, petit commerçant d'Iztapalapa, s'estime mieux loti que d'autres habitants de ce vaste quartier populaire qui doivent faire des provisions de liquide pour une semaine entière de cuisine, de vaisselle et de lessive en remplissant tous les récipients disponibles dans la maison. « *Comme la plupart de nos voisins, nous avons une citerne souterraine, ainsi nous ne manquons jamais d'eau, mais il faut la filtrer. Et, pour boire, nous achetons des bidons à 18 ou 20 pesos. C'est supportable.* »

Aux plus démunis, l'administration de Mexico assure un service gratuit d'eau potable par camions-citernes. Le chef du gouvernement du district fédéral, Alejandro Encinas, s'est déclaré opposé à toute privatisation de l'eau, « *patrimoine inaliénable de l'humanité* ». La ville a cependant conclu des contrats sectoriels avec des sociétés privées – dont Bal-Ondeo, filiale de Suez-environnement – qui se chargent d'installer des compteurs, d'effectuer des réparations et de recouvrer les factures, mais ne sont pas libres de fixer les prix. Inférieurs à ceux pratiqués dans

d'autres agglomérations mexicaines, ces tarifs encouragent surtout un gigantesque gaspillage. Quand, dans le reste du pays, à peine 20 % des eaux usées passent par une station d'épuration – en général si primitive qu'elle ne permet même pas le recyclage industriel –, la proportion est de 10 % dans la capitale. Il n'y a pas non plus de système permettant de recueillir et de traiter les eaux de pluie, qui disparaissent dans des égouts vite saturés. Et les conduites sont en si piteux état que Mexico perd, chaque jour, 35 % de son eau, soit l'équivalent de la consommation quotidienne de Berlin.

Cette politique ruineuse est de plus en plus critiquée, au nom de l'écologie et de la rationalité économique. Alors que, en 1910, pour une surface de 27 kilomètres carrés, la capitale mexicaine disposait de 1,5 mètre cube d'eau potable par seconde, aujourd'hui, pour 1 800 kilomètres carrés, elle n'en a que 63 mètres cubes. On estime ainsi que la Vallée de Mexico (le district fédéral plus l'Etat qui l'entoure) souffre d'un déficit de 780 millions de mètres cubes d'eau par an. Pour aller chercher toujours plus loin le liquide dont la ville a besoin, il faudrait investir 25 milliards de pesos chaque année, selon Jesus Campos, sous-directeur de l'infrastructure hydraulique urbaine de la Commission nationale de l'eau, la Conagua. Le quotidien *Reforma* note que l'ancien gouverneur de Mexico, Andres Manuel Lopez Obrador, champion de la gauche et grand favori de l'élection présidentielle du 2 juillet prochain, a préféré consacrer les deniers publics à des travaux « *visibles pour tous les électeurs, mais qui ont surtout profité à la minorité propriétaire d'un véhicule : le second étage du périphérique* ».

Insatiable, la capitale mexicaine loge sur les réserves souterraines d'autres régions, qu'elle voudrait détourner à son profit, comme elle l'a fait il y a un demi-siècle avec la dérivation du Cutzamala, à des centaines de kilomètres plus à l'ouest. « *Cela n'a fait qu'encourager les comportements aberrants. Car les gens vont où il y a de l'eau, et une telle concentration de population est antinaturelle* », affirme Adriana Matalonga, militante du Réseau écologiste autonome du bassin de Mexico. Comme d'autres groupes, le Réseau présentera ses arguments devant le Tribunal latino-américain de l'eau, durant le Forum. Il y a urgence : les nappes phréatiques sont pompées tellement vite que l'ancienne capitale des Aztèques, jadis construite sur un lac, s'enfonce au rythme de 50 centimètres par an. Les experts prédisent que la mégalopole sera confrontée, d'ici à 2015, à un « *stress hydrique* » majeur. ■

JOËLLE STOLZ (A MEXICO)